

M. Chrétien: Nous travaillons là-dessus en ce moment même.

● (1602)

[Français]

Nous aurons la semaine prochaine une réunion des ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour analyser exactement ce problème. Ce n'est pas très facile au Canada d'avoir une politique axée sur les métaux et les minéraux. Pour quelle raison? Parce que nous ne sommes pas dans un État unitaire. Nous avons à discuter avec les provinces et, au fait, dans ce domaine nous avons beaucoup moins de juridiction que les provinces. Certains diront que cela est malheureux, et, évidemment, les premiers ministres des provinces disent que cela est heureux, mais notre champ d'activité est forcément limité et il faut avoir des consultations avec eux.

Il y a aussi le problème de la taxation qui est extrêmement difficile. Au cours des quelques dernières années il y a eu une augmentation considérable dans ce domaine, en particulier, par les gouvernements provinciaux. J'ai visité à quelques reprises par exemple la Colombie-Britannique, et je vois en face un ou deux députés de la Colombie-Britannique qui écoutent, et j'espère qu'ils pourront confirmer mes dires.

La politique de taxation en Colombie-Britannique sous le couvert d'un gouvernement du Nouveau parti démocratique a asséché complètement les investissements dans ce domaine. A ce moment-ci, le nouveau gouvernement essaie de rétablir les choses, mais il est difficile de défaire les omelettes lorsque les œufs ont été cassés, et il faudra quelques années. C'est là qu'est l'erreur de bien des gens comme l'honorable chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent), lorsqu'il nous dit qu'il faut, au Canada, et je suis un peu d'accord sur cela, essayer de forcer les producteurs de métaux de faire toute la raffinerie des produits et même la métallurgie ici même. Cela serait très désirable, mais nous ne pouvons pas consommer tous les biens au Canada et, très souvent, nous avons à faire face à des barrières tarifaires, soit dans le Marché commun, soit au Japon ou dans bien d'autres pays comme les États-Unis qui limitent l'accès à ces marchés si les produits sont transformés, et à un certain moment nous n'avons plus d'accès. Évidemment la politique du Nouveau parti démocratique pourrait être valable si nous étions les seuls au monde à vouloir produire des métaux. Mais non, nous ne sommes pas seuls. De plus en plus l'Afrique, l'Australie, l'Amérique du Sud, l'Asie, la Sibérie sont en concurrence avec le Canada.

J'ai voyagé à travers le monde au cours de mes quelques années comme ministre. Je suis allé en Australie. On trouve de l'uranium à la surface de la terre. Je suis allé en Sibérie et j'ai été ébahi de voir la richesse de cette région. Je n'ai tiré qu'une conclusion en revenant ici, en disant que si la Sibérie était contrôlée par des capitalistes, on perdrait probablement les trois quarts de nos marchés internationaux, parce que je dois reconnaître que le grand avantage du communisme, c'est qu'il n'y a peut-être pas beaucoup de chômage, mais il n'y a pas beaucoup de productivité dans l'industrie dans ces domaines-là, et c'est pourquoi les communistes ne sont pas concurrentiels en ce qui a trait aux métaux ou aux minéraux que nous pouvons produire ici au Canada.

Si nous n'avions pas de concurrence, nous pourrions faire chanter le monde, mais nous ne pouvons pas. Il s'agit selon les circonstances d'essayer d'atteindre l'équilibre qui permet l'ex-

Chômage dans l'industrie minière

pansion de nos minéraux et essayer de les raffiner de plus en plus au Canada. Si on va trop loin, non seulement on ne vendra pas le produit raffiné, mais on va même perdre la vente du produit primaire que nous vendons.

Je crois que dans cette situation difficile du point de vue de l'industrie minière au Canada il va falloir s'unir avec les provinces, parce que nous ne pouvons pas éviter ce problème-là et peut-être réévaluer à court terme la quantité d'impôt que nous prélevons particulièrement au niveau provincial, parce que les impôts fédéraux sont assez limités dans ce domaine-là, pour pouvoir rendre encore plus concurrentielle la production canadienne. Mais, peu importe ce qu'on fera si la demande pour le nickel est encore pour quelque temps 15 à 20 p. 100 de moins que ce qu'elle était il y a deux ans, car ce n'est pas par une nationalisation ou des discours ou du *stock piling* qu'on va régler le problème. Il faut que la demande existe, autrement il va falloir s'ajuster à une situation moins prospère dans certains secteurs et essayer de réorienter nos investissements dans des secteurs qui peuvent à moyen terme être rentables.

Par exemple, dans la région de Sudbury cela ne va pas bien dans le domaine du nickel. On n'a toutefois pas fermé la mine. Il reste encore 85 p. 100 des employés qui vont garder leur emploi, ce qui est probablement quelques milliers de plus qu'il y a 15 ans. On ne parle pas de cet aspect-là. Mais, par contre, tout près, à Elliot Lake, on a besoin de mineurs pour travailler dans l'industrie de l'uranium.

M. Rodriguez: Mineurs nomades!

M. Chrétien: Mais oui, monsieur le président, il y a des métiers comme ceux-là qui amènent les gens à être mobiles. Ce n'est pas la question d'être des *«pack sack miners»*, c'est la réalité de la vie. Si à un certain moment on est obligé de déménager, il faut accepter de déménager. Moi-même j'ai accepté cela. Je n'aurais pas pu être député de Saint-Maurice si je n'avais pas accepté de venir à Ottawa. Cela est clair et net. Mon métier de député m'a forcé à venir ici, comme mon honorable ami de Sudbury vient à Ottawa toutes les semaines. Est-ce qu'il est un *«pack sack member»*? La nature de la fonction, c'est d'être un *«pack sack member»*, c'est d'aller...

[Traduction]

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je rejette la comparaison que fait le ministre entre le baluchon du mineur et celui de l'homme politique. Il y a une différence entre un mineur qui doit extraire du minerai sous terre et un homme politique qui décide de se présenter aux élections sous la bannière d'un parti quelconque...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie.

M. Rodriguez: ... pour \$40,000 ou \$50,000 par année.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Le député sait fort bien qu'il aura l'occasion de se faire entendre.

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Je conviens qu'il y a une différence entre un homme politique et un mineur. Je voulais seulement dire que ce sont là des choses inévitables. Beaucoup trop de gens refusent de voir la réalité en face. 85 p. 100 des travailleurs du nickel à Sudbury conserveront leur emploi. Ce sont les jeunes qui sont à plaindre. Je m'en rends parfaitement compte et je m'en inquiète beaucoup.